

Monsieur le président de la CSN,  
Madame la présidente du Conseil central Québec-Chaudière-Appalaches,  
Déléguées, délégués,

Il me fait un immense plaisir de vous souhaiter la plus cordiale des bienvenues à ce Conseil fédéral, qui promet d'être bien rempli. Comme à l'habitude, l'exécutif tient à saluer la présence de nouvelles et de nouveaux délégué-es et à les encourager à prendre une part active à nos débats. Le micro est peut-être intimidant au début, mais on y prend goût, et votre contribution est importante !

Le Conseil fédéral est à la FNEEQ une instance privilégiée qui, au-delà des enjeux qui occupent chacun des regroupements, permet de faire le point sur le travail des comités, mais aussi de prendre la mesure de l'évolution de la conjoncture politique afin d'ajuster nos orientations de travail pour la prochaine période.

Que retenir, à ce titre, de la session qui s'achève ? En premier lieu, nous croyons utile de souligner ce qui nous apparaît être un changement profond dans la dynamique politique québécoise.

En des temps lointains, le terrain politique québécois était entièrement occupé par l'opposition entre les bleus de l'Union nationale – les conservateurs – et les rouges du Parti libéral – plus progressistes – à qui on doit, entre autres, la modernisation des institutions québécoises.

Puis, avec la montée du Parti Québécois et sa prise du pouvoir, la polarisation politique s'est déplacée vers des enjeux liés à la question nationale, la tension s'installant entre les fédéralistes et les souverainistes.

La question nationale est certes importante et elle reste d'actualité. Mais il nous semble que les débats relatifs à nos orientations politiques fondamentales opposent dorénavant le néolibéralisme à la social-démocratie, une question occultée, pendant trop d'années, par le débat nationaliste.

Ainsi à cet égard, un nouveau paysage politique s'installe lentement au Québec, la prévalence de la question nationale cédant la place à des tensions plus naturelles entre la gauche et la droite.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation. Les positions très à droite du gouvernement Harper y sont, sans conteste, pour quelque chose. Ses orientations morales, trop près de conceptions religieuses, comme celles sur le créationnisme, ses positions en matière de relations internationales, sans compter le démantèlement lent des institutions démocratiques canadiennes, ont soulevé l'ire des québécois.

L'attitude politique générale du Parti Québécois a joué aussi à cet égard. Pour plusieurs, le PQ a peu à peu perdu ses fondements sociaux-démocrates, ce qui a contribué à dissocier la question nationale des enjeux plus généraux de la solidarité sociale.

Quand on entend la chef actuelle du PQ, Pauline Marois, dire qu'il faut créer la richesse avant de la distribuer, quand on observe le mutisme prudent du Parti Québécois lors des dernières négociations dans le secteur public, quand on voit l'empressement avec lequel ce parti a ouvert toute grande la porte au retour de François Legault, on est en droit de se poser des questions sur les orientations réelles de ce parti.

Malgré une certaine discrétion quant aux finalités politiques qu'ils servent, les gestes posés par Jean Charest et par Stephen Harper éclairent de manière assez crue le modèle de société qu'ils préconisent. Et les débats sont lancés. La droite s'affiche dorénavant comme telle, avec de moins en moins de pudeur.

La CSN et la FNEEQ ont d'ailleurs aussi joué un rôle non négligeable dans ce changement du paysage politique. Par les nombreuses activités de sensibilisation menées dans nos rangs ou à l'extérieur, par le soutien donné à des groupes de réflexion et de recherche de gauche, tel l'IREC et l'IRIS, par notre participation à la Coalition contre la hausse des tarifs et la privatisation des services publics et à l'Alliance sociale, nous avons contribué patiemment à ce que les enjeux politiques réels soient de plus en plus clairement exposés au grand jour.

Il est clair qu'une âpre bataille s'engage. Jean Charest a mis le Québec sur la voie d'un néolibéralisme galopant. C'est le «tout au profit» qui est visé, avec à la clé la réduction des dépenses publiques et la privatisation graduelle des services. Ce qui a pu ralentir le gouvernement libéral, c'est en bonne partie la résistance syndicale et populaire, qui à son tour exacerbe la hargne des tenants de la droite. Mais en ce sens, ce n'est peut-être pas d'une montée de la droite dont il faudrait parler, mais d'une montée de la gauche !

Ce que signifie cette nouvelle donne, entre autres, c'est que des attaques importantes se préparent contre le mouvement syndical, auquel on voudrait entre autres refuser le droit de parler et de s'engager dans des causes sociales, et à qui on reproche sa trop grande influence.

Ce qui n'a pas de sens. Si les traditionnels rapports de force entre le patronat et les syndicats ont évolué, ce n'est certainement pas en faveur des syndicats ! Qu'il suffise de citer les handicaps sévères que constituent, pour l'action syndicale, la loi des services essentiels dans la santé, la difficulté d'exercer le droit de grève authentique dans les cégeps, compte tenu de la reprise des cours, qu'il suffise de citer le conflit au Journal de Montréal, où l'esprit de la loi anti-briseurs de grève, lors du lock-out, a été contourné sans difficulté par l'empire Péladeau. Et nous aurions trop d'influence ?

Le nombre de lobbyistes patronaux à Québec a augmenté de 900 % en quelques années, et nous aurions trop d'influence ? Les thèses et les idées défendues par le mouvement syndical trouvent à peine dans les médias un faible écho souvent ridiculisé, et nous aurions trop d'influence ? La Chambre de commerce de Montréal, dirigée par M. Leblanc qui signait le manifeste des lucides, a fait paraître une pleine page de publicité dans les quotidiens, à deux reprises, pour plaider en faveur d'une augmentation des droits de scolarité. Et nous, les syndicats, nous devrions nous tenir à l'écart de ce débat ?

De telles idées ne tiennent pas la route. Les syndicats défendent les droits de leurs membres à tous les égards et, particulièrement dans le secteur public, ils ne peuvent le faire que dans le champ politique. Et c'est aussi vrai dans le secteur privé. C'est le pouvoir politique qui règlemente le droit du travail et qui fixe donc les règles du jeu. C'est ce même pouvoir qui détermine les politiques de l'emploi. Dans le secteur privé, c'est lui qui devrait imposer des conditions strictes pour empêcher, par exemple, que des entreprises privées ayant bénéficié de subventions gouvernementales ne puissent ensuite procéder à des délocalisations ou à des licenciements massifs. C'est aussi le pouvoir politique qui peut imposer la transparence financière qui devrait être de mise dans toute négociation de convention collective.

Même la très conservatrice Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) soulignait récemment que «l'écart entre les riches et les pauvres s'est creusé dans la majorité de ses pays membres», pointant du doigt «l'évolution de la déréglementation des marchés de produits et du marché du travail» de même que la «diminution du nombre de personnes couvertes par une convention collective».

Malheureusement, malgré que la propagande de la droite contre les syndicats soit tendancieuse, cela ne l'empêchera pas de porter, en tout cas, auprès d'une partie de la population. C'est d'autant plus facile dans un contexte de concentration médiatique, où le populisme fait recette.

Le journaliste français Hervé Kempf disait à ce propos que : «L'appareil médiatique ne sert plus à critiquer le gouvernement, mais à avaliser la philosophie capitaliste. On dit qu'il est neutre. Mais c'est un leurre. Il est aux mains des intérêts privés qui manipulent la population, qui imposent cette vision du capitalisme. Il faut que les médias, et surtout les médias télévisés, redeviennent une question politique plutôt que d'être laissés aux intérêts privés.»

Dans ce nouveau contexte politique, nous croyons que les efforts déployés par les syndicats, les groupes populaires et communautaires, font lentement leur œuvre.

Nous étions 55 000 dans les rues de Montréal, le 12 mars dernier, pour une manifestation réclamant l'abandon de mesures régressives du budget québécois. Ce résultat est d'autant plus intéressant que ces hommes et ces femmes, venus des quatre coins de la province, ne défendaient pas directement leur salaire ou leurs conditions de travail: elles et ils s'étaient déplacés par pur engagement social. Nous voyons dans cette manifestation le signe d'un attachement réel

d'une large partie de la population à un modèle de société fondé sur la solidarité sociale.

D'autres signes parlent. Il n'y a pas si longtemps, seuls des *think-tank* de droite, Institut économique de Montréal en tête, faisaient la pluie et le beau temps chez les commentateurs économiques soi-disant neutres. L'audience grandissante de leurs équivalents de gauche, soutenus par la CSN et par la FNEEQ, tel l'IRIS et l'IREC, témoigne elle aussi que des idées cheminent.

Les intentions de vote pour Québec Solidaire ont gagné quelques points. Au fédéral, le vote des Québécois aux dernières élections constitue pour nous un autre indice du déplacement des enjeux politiques vers les questions sociales, ainsi que d'un attachement, peut-être plus profond qu'on ne le croit, au fameux «modèle québécois».

Soit, on peut relever que cette vague orange n'est finalement due qu'au revirement d'environ 15 % des électeurs. On dira aussi qu'une partie de ces personnes, qui ont voté Nouveau parti démocratique hier pourraient voter ADQ demain !

On peut mettre tous les bémols que l'on veut sur l'interprétation de ce vote, le réduire à une seule folie passagère serait une insulte à la population québécoise. Ainsi, il faut admettre qu'il y a dans ce vote autre chose qu'une seule volonté artificielle de changement et qu'il est aussi le signe d'une vision plus sociale.

Dès lors, pour nous, il faut non seulement poursuivre, mais intensifier la lutte. Elle se passe surtout au niveau des finances publiques, qui sont au cœur de l'avenir d'une société et à cet égard nous aurons l'occasion, dès ce matin, de discuter ensemble des stratégies à mettre en place de ce côté. Mais d'ores et déjà, il faut

prendre acte de bonnes nouvelles. Après quelques hésitations, l'Alliance sociale et la Coalition contre la hausse des tarifs et la privatisation des services publics ont réussi, dans le cadre de la manifestation de mars, à générer une belle collaboration, ce qui est un excellent signe.

Au chapitre des événements positifs des derniers mois, il faut ajouter le Congrès CSN, jugé par plusieurs délégué-es comme le plus intéressant et le plus riche des dernières années. Tel que souhaité dès les premières réunions sur l'organisation, le Congrès a été un événement dynamique, dont nous sommes sortis plus motivés et plus confiants. La perspective de proposer à nos partenaires syndicaux un événement rassembleur sur l'avenir du syndicalisme est tombée à point. La participation active de nos syndicats aux différents débats a été remarquée et utile aux travaux du Congrès.

La proposition de reprendre l'idée d'une grève sociale nous est apparue un signe de mobilisation de la base. Personne ne veut faire la grève pour faire la grève ; toutes et tous sont conscients des difficultés qui nous attendent pour obtenir un consensus autour de cette stratégie, qui a évidemment une dimension politique énorme. Mais le désir spontané, exprimé par le Congrès, de passer à l'action, nous apparaît de bon augure. Devant la mauvaise foi de trop de médias face aux idées portées par la gauche, un tel coup de tonnerre dans le ciel politique québécois aurait certainement le mérite de forcer l'attention.

Voilà ce qu'il faudra réussir à faire, d'une manière ou d'une autre, et ce que nous allons vous convier à débattre dès le début de ce Conseil. La droite est faible parce qu'elle défend les intérêts d'un petit nombre et parce que, dans le cadre d'une société démocratique, cela ne peut se faire qu'au prix d'un discours fallacieux et mensonger qu'il nous appartient de déconstruire et de dénoncer. Christian Nadeau, professeur de philosophie à l'Université de Montréal et ami de

la CSN, évoquait lors des récentes journées de réflexion sur la nouvelle plateforme de l'éducation cette nécessité, cette responsabilité de la gauche d'amener le débat sur le terrain des idées et des faits. C'est d'autant plus indiqué que les politiques préconisées par la droite ont été toutes appliquées et qu'on en connaît les résultats. Les échecs retentissants de quelques PPP en Angleterre ou en Australie, les effets catastrophiques de la crise économique : nous ne manquons pas d'arguments.

La présence du privé dans les services publics, en éducation ou en santé, donne des résultats désastreux aux États-Unis. On en verra les effets demain, avec notre invité M. Cecil Canton avec lequel vous aurez la possibilité d'échanger.

Au-delà de ces grands enjeux, le présent Conseil, à un an de notre prochain congrès, permettra d'entendre des comptes rendus sur le travail de presque tous les comités de la FNEEQ. Nous aborderons dès cet après-midi le dossier de la réussite, qui a donné lieu ce printemps à des sessions école et société décentralisées, une idée qui a été fort bien accueillie dans les régions visitées.

Le comité Femmes nous présentera le bilan de sa tournée ; nous aurons l'occasion, lors du cocktail de demain, de souligner la parution pour la rentrée prochaine du document *Bienvenue à l'exécutif* du comité Précarité, relève et vie syndicales.

Nous aurons aussi l'occasion de rappeler la philosophie altermondialiste qui s'incarne dans les forums sociaux, et de présenter le prochain congrès de l'Internationale de l'Éducation, qui aura lieu cet été.

À la suite du succès du dîner-réflexion organisé par le comité Femmes lors du dernier Conseil fédéral, le comité Santé, sécurité et environnement prend le relais et il y aura demain midi une activité de réflexion sur notre action syndicale en matière de santé et sécurité.

Nos conseils fédéraux représentent le lieu naturel d'aboutissement du travail de nos comités. Mais nous nous en voudrions de terminer ce mot de l'exécutif sans souligner le travail important de chacun de nos regroupements, au cours de la session qui s'achève.

Dans les cégeps, une négociation qu'on croyait terminée s'est allongée jusqu'en mars et a nécessité, pour se conclure, la remise en branle de la mobilisation. Cet épisode s'est cependant conclu de manière plus que satisfaisante et la nouvelle convention, signée le 8 avril, présente même des avantages par rapport à l'entente de principe acceptée en juin. Par ailleurs, à la suite d'un long travail de démarchage politique dans lequel nous avons été épaulés par la CSN, nous avons réussi à obtenir que la majoration salariale conséquente au maintien de l'équité puisse s'appliquer aussi à nos échelons maîtrise et doctorat, ce qui est loin d'être négligeable.

Dans le regroupement privé, la nouvelle dynamique d'une négociation concertée continue de se mettre en place et des demandes types ont été adoptées. Le taux de fréquentation des réunions est en hausse, l'esprit de corps se développe. Notons les règlements obtenus à Vanguard, au Séminaire de Chicoutimi et pour les techniciens de Regina Assumpta. Il y a également une entente de principe à être entérinée par l'assemblée générale du Centre d'intégration scolaire. Enfin, le syndicat du Collège Esther-Blondin vient de rejeter à 90 % les dernières offres patronales ; des actions plus musclées sont envisagées dans le cadre de cette négociation.

Du côté des chargé-es de cours, l'actuelle ronde de négociation se poursuit ; elle peut dorénavant s'appuyer sur les gains du SCCUQAR. Le syndicat a obtenu notamment une augmentation salariale de 16 % avec les effets composés, une lettre d'entente pour une assurance invalidité, la bonification de l'accès au régime de retraite et une bonification de la rémunération pour le temps de déplacement. Les négociations se poursuivent à l'UQO, à l'UQAM et à l'Université Concordia.

Du côté des étudiants salariés de McGill, le syndicat est en négociation pour les surveillants d'examen et les choses s'annoncent difficiles. De plus, le syndicat prépare la négociation des «*teaching assistants*» et, surtout, il a déposé une demande d'accréditation dans le cas des chargées et chargés de cours. Il faut souligner, à cet égard, le travail extraordinaire de l'équipe d'étudiantes et d'étudiants salarié-es, ainsi que du service de syndicalisation de la CSN. Nous en profitons pour remercier profondément tous ceux, parmi nos syndicats, qui ont contribué d'une manière ou d'une autre au gigantesque travail que demandait cette opération.

Devant tout le travail accompli au cours des derniers mois, nous pourrions dire après le Conseil que les syndicats de la FNEEQ auront bien gagné les vacances qui débiteront dans quelques semaines.

Déléguées, délégués,

**Bon Conseil fédéral,  
Vive la CSN,  
Vive la FNEEQ.**